

## TOUR D'HORIZON DES PRINCIPAUX MOYENS DE PROTECTION DES FORÊTS ET RIPISYLVES



### SOMMAIRE

|   |           |
|---|-----------|
| <b>I - NOTIONS FONDAMENTALES .....</b>                                    | <b>2</b>  |
| DEFINITION D'UNE FORET / D'UNE RIPISYLVE .....                            | 2         |
| LA GESTION DES FORETS .....   | 4         |
| <b>II - MOYENS DE PROTECTION DES FORÊTS ET RIPISYLVES .....</b>           | <b>6</b>  |
| PROTECTION PAR LE BIAIS DE LA PROTECTION DES ESPACES NATURELS .....       | 6         |
| PROTECTION PAR LE BIAIS DE LA PROTECTION DES ESPECES ET HABITATS NATURELS | 10        |
| PROTECTION PAR LE BIAIS DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE.....               | 13        |
| PROTECTION PAR LE REGIME FORESTIER .....                                  | 17        |
| PROTECTION PREVUE PAR LE CODE RURAL ET DE LA PÊCHE MARITIME.....          | 20        |
| PROTECTION PAR LE BIAIS DE LA POLITIQUE DE L'EAU .....                    | 21        |
| <b>III – QUE FAIRE EN CAS D'ATTEINTE ? .....</b>                          | <b>22</b> |
| <b>QUESTIONS/RÉPONSES .....</b>   | <b>24</b> |

## I - NOTIONS FONDAMENTALES

### DEFINITION D'UNE FORÊT / D'UNE RIPISYLVE

#### ⇒ *Qu'est-ce qu'une forêt ?*

Il est compliqué de définir une forêt puisque dans les faits il s'agit souvent d'un mélange entre forêts, bois, espaces boisés et espaces verts.

Cependant une définition technique est souvent donnée : « *Il s'agit d'une formation végétale dominée par des arbres ou arbustes avec un couvert apparent d'au moins 10% de la surface, une largeur moyenne de plus de vingt-cinq mètres, appartenant à un massif de plus de quatre hectares* »<sup>1</sup>

**D'un point de vue juridique il existe deux catégories de bois et forêts** : Ceux qui relèvent du régime forestier et ceux qui n'en relèvent pas. De la qualification de ces forêts va dépendre une protection différente.

#### Les forêts qui relèvent du régime forestier (article L.211-1 Code forestier nouveau)

- Les forêts de l'Etat ou forêts domaniales : Ces forêts font partie du domaine privé de l'Etat, qui en a la responsabilité en termes de gestion et de maintien.
- Les forêts des collectivités locales et des établissements publics, ainsi que les forêts des établissements d'utilité publique, des sociétés mutualistes et des caisses d'épargne après qu'un arrêté préfectoral ait prononcé expressément leur soumission au régime forestier.

L'ONF met à la disposition du public un certain nombre de données concernant ces forêts publiques :

[http://www.onf.fr/onf/sommaire/donnees\\_publicques/donnees\\_publicques/20100607-151633-435455/@@index.html](http://www.onf.fr/onf/sommaire/donnees_publicques/donnees_publicques/20100607-151633-435455/@@index.html)

#### Les forêts qui ne relèvent pas du régime forestier

Ces bois appartiennent en grande majorité à des particuliers ou bien il s'agit de parcelles de forêts de collectivités locales.

#### ⇒ *Qu'est-ce qu'une ripisylve ?*

Ce sont des **formations végétales qui sont situées le long des cours d'eau ou des plans d'eau**. Elles sont généralement linéaires. Elles sont constituées de végétations particulières du fait de la présence d'eau : saules, aulnes, frênes en bordure, érables et ormes hauteur, chênes pédonculés et charmes sur le haut des berges. Concrètement c'est une forêt en bord de rivière.

<sup>1</sup> Droit de l'environnement Michel Prieur 5<sup>ème</sup> édition DALLOZ Précis

La ripisylve a un rôle important dans le fonctionnement des cours d'eau et pour la biodiversité. A ce titre elles peuvent bénéficier des protections prévues par le code de l'urbanisme ou le code rural, mais **elles peuvent également bénéficier de protections supplémentaires.**

**Article L211-14 du Code de l'environnement :**

*« Le long de certains cours d'eau, sections de cours d'eau et plans d'eau de plus de dix hectares, l'exploitant ou, à défaut, l'occupant ou le propriétaire de la parcelle riveraine est tenu de mettre en place et de maintenir une couverture végétale permanente composée d'espèces adaptées à l'écosystème naturel environnant sur le sol d'une largeur d'au moins cinq mètres à partir de la rive ».*

**La liste des cours d'eau le long desquels s'applique cette obligation est arrêtée par l'autorité administrative.**

Quelle sanction ?

Si cette obligation de maintenir une couverture végétale permanente n'est pas respectée, l'autorité administrative doit mettre en demeure la personne qui est supposée la respecter de s'y conformer dans un délai déterminé. **Si à l'issue de ce délai, il n'a pas agi, l'autorité administrative peut notamment : consigner une somme correspondant au montant des travaux à réaliser avant une date déterminée, faire procéder d'office aux frais du responsable, à l'exécution des mesures prescrites etc.** (Article L.171-8 du code de l'environnement).

## LA GESTION DES FORETS

| <b>Forêts publiques</b>    |   |
|----------------------------|---|
| <b>Organes de gestions</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>L'ONF</b></li> </ul> <p>A côté de l'ONF les collectivités locales ont été incitées à se regrouper pour gérer en commun leurs forêts par le biais :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Du <b>syndicat intercommunal de gestion forestière</b> qui regroupe les forêts des communes en vue de leur mise en valeur et de leur gestion</li> <li>- Du <b>syndicat mixte de gestion forestière</b> (articles L232-1 et suiv. code forestier nouveau), qui permet d'associer les collectivités locales avec des établissements publics, des sections de communes ou d'autres personnes morales</li> <li>- Du <b>groupement syndical forestier</b> : C'est un établissement public à caractère administratif. La propriété des bois et forêts est transférée à ce groupement pour favoriser leur rentabilité de ainsi que leur équipement ou leur boisement.</li> </ul> |
| <b>Gestion</b>             | <p>Les bois et forêts du domaine de l'Etat sont gérés sur la base d'un document : <b>le document d'aménagement qui fixe pour chaque forêt les objectifs à poursuivre et prévoit les mesures nécessaires pour les atteindre</b> article (L.212-1 code forestier nouveau). Toute <b>les coupes qui ne sont pas réglées par ce document doivent être autorisées par le ministre de l'agriculture</b> (article R213-22 code forestier nouveau). Même chose pour les forêts des collectivités locales.</p>   |

| <b>Forêts privées</b>     |  |
|---------------------------|--|
| <b>Organes de gestion</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Propriétaires privés</b></li> <li>- <b>L'ONF</b> : L'ONF peut passer un contrat avec un particulier pour conserver des bois en échange d'une redevance annuelle. Article L.315-2 code forestier nouveau</li> <li>- <b>Les « groupements forestiers » ou associations syndicales de gestion forestière</b> : Les propriétés privées forestières sont très morcelées. En vue d'améliorer la protection de ces parcelles il existe la possibilité de regrouper ces parcelles. Ainsi les propriétaires ont la possibilité de faire appel à des groupements forestiers qui sont des sociétés civiles qui ont pour objet la constitution, l'amélioration, l'équipement et la conservation ou la gestion de massifs forestiers (article L.331-1 du code forestier nouveau)</li> </ul>   |
| <b>Gestion</b>            | <p><b>Les forêts privées sont soumises aux plans simples de gestion</b> : il peut être demandé par les propriétaires de parcelles d'une surface d'au moins 10 hectares (Article L.122-4 code forestier nouveau). Ce <b>document est obligatoire pour les bois et forêts des particuliers supérieurs à 25 hectares</b> (article L.312-1 code forestier nouveau). Ce plan simple de gestion est présenté par le propriétaire au Centre régional de la propriété foncière, qui doit l'approuver. <b>Une fois ce plan approuvé le propriétaire peut procéder sans formalité aux coupes prévues.</b></p> <p>Les forêts privées intégrées dans les périmètres d'actions forestières et l'aménagement foncier agricole et forestier : Pour mieux répartir les terres entre la forêt, les espaces agricoles, les espaces de nature et de loisirs, les espaces habités en milieu rural et assurer en même temps la préservation des milieux naturels ou des paysages remarquables, <b>des périmètres d'actions forestières ont été instituées par les articles L.126-1 et L.126-2 du code rural</b>. Un décret énumère les départements dans lesquels ces mesures peuvent être mises en œuvre, puis le préfet détermine les périmètres. <b>Des interdictions de coupes pourront être décidées par le préfet dans ces zones.</b></p> |

## II - MOYENS DE PROTECTION DES FORÊTS ET RIPISYLVES

### PROTECTION PAR LE BIAIS DE LA PROTECTION DES ESPACES NATURELS

⇒ **Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique – Z.N.I.E.F.F**  
(Article L. 411-5 et R. 411-22 à R. 411-30 du Code de l'environnement)

L'inventaire des ZNIEFF permet d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation. **L'inventaire ZNIEFF est établi à l'initiative et sous le contrôle du Ministère de l'Environnement. Il est mis en œuvre et coordonné dans chaque région par les DREAL.**

On distingue 2 types de ZNIEFF :

- les ZNIEFF de type I : secteurs de grand intérêt biologique ou écologique ;
- les ZNIEFF de type II : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.

La collecte de l'information est réalisée au niveau régional selon une méthodologie commune et définie conjointement par le Ministère de l'environnement et le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN).

Après validation régionale par le Conseil Scientifique Régional de Protection de la Nature (CSRPN), les données scientifiques recueillies au niveau régional sont transmises au MNHN pour validation.

#### Impact sur les forêts :

**Si les ZNIEFF n'ont pas de valeur juridique en eux-mêmes** (ce ne sont pas des outils de protection réglementaires), **ils constituent une preuve** de la richesse écologique des espaces concernés et de l'importance de les conserver et les protéger.

Par exemple, les ZNIEFF font partie du porter à connaissance (PAC) du préfet vers les communes et établissements publics de coopération intercommunale lors de l'élaboration des documents d'urbanisme.

La délimitation d'une ZNIEFF repose sur une analyse scientifique de l'intérêt écologique et patrimoniale de la zone. Elle prend notamment en compte la présence d'espèces ou d'habitats naturels « déterminants ».

Par ce biais, un espace boisé peut être inventorié dans une ZNIEFF car particulièrement important comme élément de la biodiversité régionale, pour leur valeur propre ou pour celle des espèces qu'il abrite, en dehors de toute considération de surface.

⇒ **Les réserves naturelles nationales et régionales**

*(Articles L 332-1 et suivants du Code de l'environnement)*

**Les réserves naturelles nationales sont créées à l'initiative de l'Etat, par décret. Assez fréquemment, la procédure de création est initiée par une association de protection de la nature.**

L'objectif est de protéger des espaces présentant un intérêt pour la faune, la flore, le patrimoine géologique ou paléontologique ou, d'une manière générale, pour la protection des milieux naturels.

**La création d'une réserve naturelle régionale appartient au Conseil régional**, à son initiative propre ou à la demande d'un ou de plusieurs propriétaires concernés.

Lorsqu'une création est envisagée, le conseil régional transmet le dossier au préfet de région qui lui indique si l'Etat envisage la constitution d'une réserve naturelle nationale ou de toute autre forme de protection réglementaire sur le même site et qui l'informe des projets de grands travaux et d'équipements susceptibles d'être implantés sur le territoire de la réserve, ainsi que des servitudes d'utilité publique applicables au même territoire (article R.332-31)

Les projets de classement sont soumis à enquête publique.

La gestion des Réserves naturelles peut être confiée par voie de convention à des établissements publics, des groupements d'intérêt public ou des associations ayant pour objet statutaire principal la protection du patrimoine naturel, à des fondations, aux propriétaires de terrains classés, ou à des collectivités territoriales ou leurs groupements.

Il peut être institué des périmètres de protection autour des réserves, créés après enquête publique sur proposition ou après accord des conseils municipaux concernés. Tout comme à l'intérieur des réserves naturelles, des prescriptions peuvent dans ces périmètres de protection soumettre à un régime particulier ou interdire toute action susceptible d'altérer le caractère ou de porter atteinte à la réserve naturelle. Ces prescriptions peuvent concerner les mêmes actions que celles visées par la réglementation interne de la réserve naturelle nationale.

Dans chaque réserve naturelle est institué un **comité consultatif**. Les catégories de personnes mentionnées à l'article R. 332-15 doivent y être représentées (représentants des établissements publics de l'Etat intéressés, élus locaux, représentants des propriétaires et des usagers, personnalités scientifiques qualifiées et **représentants d'associations agréées de protection de l'environnement**). Un conseil scientifique peut également être institué.

**Impact sur les forêts :**

Le décret de classement d'une RNN et la délibération du Conseil Régional de classement d'une RNR fixent les limites de la réserve, les règles qui y sont applicables et la durée du classement, reconductible tacitement (article R 332-34 et 35).

Peuvent notamment être réglementés ou interdits la chasse, la pêche, les activités agricoles, forestières, pastorales, industrielles, commerciales, sportives et touristiques, l'exécution de travaux publics ou privés, l'utilisation des eaux, la circulation ou le stationnement des personnes, des véhicules et des animaux (art. L 332-3).

⇒ **Les parcs nationaux**

*(Articles L 331 / R 331 et suivants du Code de l'environnement)*

La création d'un parc national est décidée par décret en Conseil d'Etat, au terme d'une procédure prévue à l'article L. 331-7 comportant une enquête publique.

Le décret de création d'un parc national délimite le périmètre du parc, fixe les règles générales de protection qui s'y appliquent, approuve la charte du parc et crée l'établissement public national chargé de l'administration du parc. A compter de la publication du décret approuvant la charte ou sa révision, le représentant de l'Etat dans la région soumet celle-ci à l'adhésion des communes concernées.

La charte du parc national comporte des documents graphiques, indiquant les différentes zones et leur vocation.

Le parc national ne peut comprendre tout ou partie du territoire d'une commune classée en parc naturel régional.

Un parc national se compose de deux territoires :

- **Le cœur du parc, territoire** soumis à une réglementation particulière qui encadre plus ou moins fortement certaines activités afin de s'assurer de leur compatibilité avec la préservation du milieu. A l'intérieur du cœur du parc, des « réserves intégrales » peuvent être constituées pour des raisons scientifiques, elles ne sont pas accessibles au public.
- **L'aire d'adhésion**, zone qui entoure le cœur du parc et qui résulte de la libre adhésion à la charte du parc national des communes situées à l'intérieur d'un périmètre optimal fixé par le décret de création du parc.

**Impact sur les forêts :**

Tous les terrains qui se trouvent à l'intérieur du périmètre d'un parc national se trouvent soumis à la réglementation qui y est applicable :

**« Lors de leur élaboration ou de leur révision, les documents de planification, d'aménagement et de gestion des ressources naturelles relatifs à l'agriculture, à la sylviculture, à l'énergie mécanique du vent, aux carrières, à l'accès à la nature et aux sports de nature, à la gestion de l'eau, à la gestion cynégétique, à la gestion de la faune sauvage, au tourisme et à l'aménagement ou à la mise en valeur de la mer figurant sur une liste fixée par le décret prévu à l'article L. 331-7 sont soumis pour avis à**



***l'établissement public du parc national en tant qu'ils s'appliquent aux espaces inclus dans le parc national*** » (art. L331-3).

S'agissant des sanctions :

« Est puni de **deux ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende** le fait de contrevenir aux dispositions des articles L. 331-4, L. 331-4-1, L. 331-5, L. 331-6, L. 331-14, L. 331-15 et L. 331-16 en effectuant, dans le coeur d'un parc national ou dans les espaces ayant vocation à le devenir, des travaux, constructions ou installations interdits ou sans autorisation ou en méconnaissance des prescriptions dont l'autorisation est assortie ou en se livrant, dans le coeur d'un parc, à des activités interdites ou en méconnaissance de la réglementation dont elles sont l'objet. La tentative de l'infraction est punie des mêmes peines » (art. L331-26).

### ⇒ **Les parcs naturels régionaux**

*(Articles L.333-1 / R. 333-1 et suivants du Code de l'environnement)*

**Le classement d'un territoire en Parc naturel régional se fait à l'initiative du Conseil régional**, par le biais de l'élaboration d'une charte constitutive, à laquelle est associé le préfet.

Les orientations et les mesures de gestion du Parc naturel régional sont définies par cette charte. Elles doivent être appliquées par l'Etat et les collectivités locales adhérentes à la charte.

Le projet de charte constitutive est élaboré par la région avec l'ensemble des collectivités territoriales concernées, en concertation avec les partenaires intéressés. Une fois le projet de charte approuvé, celui-ci est soumis à enquête publique, puis il est transmis pour approbation aux collectivités territoriales concernées (leur silence au bout de 4 mois valant refus).

Le projet de charte est ensuite approuvé par le Conseil régional au vu des accords recueillis, et c'est ensuite le préfet qui le transmet, avec son avis motivé, au ministre chargé de l'environnement.

Ce dernier adopte la charte par décret portant classement du territoire en parc naturel régional pour une durée de douze ans (renouvelable).

La charte du parc détermine pour le territoire du parc naturel régional les orientations de protection, de mise en valeur et de développement et les mesures permettant de les mettre en œuvre. Elle comporte un plan élaboré à partir d'un inventaire du patrimoine indiquant les différentes zones du parc et leur vocation.

L'aménagement et la gestion des parcs naturels régionaux sont confiés à un syndicat mixte.

### **Impact sur les forêts :**

« Lors de leur élaboration ou de leur révision, les documents de planification, d'aménagement et de gestion des ressources naturelles relatifs à l'énergie mécanique du vent, aux carrières, à l'accès à la nature et aux sports de nature, à la gestion de l'eau, à la gestion cynégétique, à la gestion de la faune

sauvage, au tourisme et à l'aménagement ou à la mise en valeur de la mer sont soumis pour avis à l'organisme de gestion du parc naturel régional en tant qu'ils s'appliquent à son territoire » (art. L333-1).

**Attention :** ici la sylviculture n'est pas mentionnée, les parcs naturels régionaux ne permettent pas en cela la même protection que les parcs nationaux.

## PROTECTION PAR LE BIAIS DE LA PROTECTION DES ESPECES ET HABITATS NATURELS

### ⇒ **Le réseau NATURA 2000**

*(Directive Habitats de 1992 – directive Oiseaux de 2009 – art. L 414.1 et suivants du Code de l'environnement)*

Deux types de zones peuvent être concernés par les sites « Natura 2000 » :

- **Les zones spéciales de conservation (ZSC) – directive habitats** –, qui comprennent des habitats naturels menacés, ou qui constituent l'habitat d'espèces de faune et de flore rares ou menacés, ou encore qui sont des espaces « offrant des exemples remarquables des caractéristiques propres aux régions » (art. L 414-1 du Code de l'environnement).
- **Les zones de protection spéciale (ZPS) – directive oiseaux** –, qui sont des lieux d'habitat, de reproduction ou encore d'hivernage d'espèces d'oiseaux.

**C'est au préfet qu'appartient l'initiative de la désignation d'une ZSC ou d'une ZPS.** Il soumet sa proposition pour consultation aux organes délibérants des communes et EPCI concernés, ainsi qu'aux autorités militaires (si le site inclut des terrains militaires ou des espaces marins) – le silence dans un délai de 2 mois valant acceptation.

Les dossiers de propositions sont ensuite transmis au ministre chargé de l'environnement et le cas échéant au ministre de la défense. Après consultation interministérielle :

- **pour les ZPS :** elles sont désignées par arrêté ministériel, qui est notifié à la Commission européenne
- **pour les ZSC :** l'Etat envoie une proposition de site à la Commission européenne qui l'évalue et publie la liste des Sites d'Importance Communautaire (SIC) dans le Journal Officiel de l'UE. Ensuite, un arrêté ministériel est pris au niveau national, portant création de la ZSC.

Pour chaque site Natura 2000, un document d'objectifs définit les mesures de gestion à mettre en œuvre. C'est à la fois un document de diagnostic et un document d'orientation pour la gestion des sites Natura 2000.

Pour l'élaboration et le suivi de la mise en oeuvre du document d'objectifs, un comité de pilotage Natura 2000 est créé par le préfet.

Ce comité regroupe l'ensemble des acteurs concernés : des représentants des services et établissements publics de l'Etat, des collectivités territoriales, des organisations socioprofessionnelles, **des associations de protection de la nature**, des organisations représentatives des autres usagers du milieu naturel, des titulaires de droits réels, des exploitants de biens.

Pour l'application du document d'objectifs, toute personne (physique ou morale, publique ou privée) titulaire de droits réels et personnels sur des terrains inclus dans le site Natura 2000, ainsi que les professionnels et utilisateurs des espaces marins situés dans le site peuvent conclure avec l'autorité administrative des contrats, dénommés « contrats Natura 2000 »..

Le contrat Natura 2000 comporte un ensemble d'engagements conformes aux orientations et aux mesures définies par le document d'objectifs, portant sur la conservation et, le cas échéant, le rétablissement des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la création du site Natura 2000. Le contrat Natura 2000 est une démarche **volontaire** qui permet de s'engager en faveur des habitats et des espèces d'intérêt communautaire.

La charte Natura 2000 d'un site est constitutive du DOCOB. La charte contient des engagements de gestion courante et durable qui contribuent, selon les orientations définies dans le DOCOB, à la conservation des habitats et des espèces présents sur le site Natura 2000. S'il s'agit encore une fois d'une adhésion volontaire, à la différence des contrats, la charte ne prévoit pas de contrepartie financière.

### Impact sur les forêts :

Les plans, programmes et projets susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000, individuellement ou en raison de leurs effets cumulés, doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences au regard des objectifs de conservation du site, dénommée « Evaluation des incidences Natura 2000 » (article L414-4)

⇒ **Les arrêtés de protection de biotope – APB**  
*(Articles R. 411-1 et suivants du code de l'environnement)*

C'est le préfet qui peut fixer, par arrêté, « les mesures tendant à favoriser, sur tout ou partie du territoire d'un département à l'exclusion du domaine public maritime où les mesures relèvent du ministre chargé des pêches maritimes, la conservation des biotopes tels que mares, marécages, marais, haies, bosquets, landes, dunes, pelouses ou toutes autres formations naturelles, peu exploitées par l'homme, dans la mesure où ces biotopes ou formations sont nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie de ces espèces » (article R411-15).

**L'initiative du classement appartient donc au préfet** qui prend l'APB. **Les associations de protection de la nature apportent souvent leur soutien aux DREAL dans la définition des projets.**

Les APB sont pris après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, ainsi que de la chambre départementale d'agriculture. **Lorsque les biotopes sont situés sur des terrains relevant du régime forestier, l'avis du directeur régional de l'Office national des forêts est requis.**

L'arrêté de protection de biotope ne comporte pas de mesures de gestion, il est limité à des mesures d'interdiction ou d'encadrement d'activités pouvant porter atteinte d'une manière indistincte à l'équilibre biologique des milieux.

### **Impact sur les forêts :**

Un APB peut interdire ou bien encadrer une activité d'exploitation forestière.

Le fait de contrevenir aux dispositions des arrêtés préfectoraux est puni d'une contravention de la quatrième classe (750 €) (Art. R415-1). De plus, « la destruction, l'altération ou dégradation du milieu particulier d'une espèce animale non domestique protégée » peut conduire à une peine de 6 mois d'emprisonnement et 9 000 € d'amende (Art. L415-3 du Code de l'Environnement).

**Attention :** les arrêtés de protection de biotope ne sont pas des servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols et ne doivent donc pas être annexés aux plans locaux d'urbanisme.

⇒ **La préservation du patrimoine biologique**  
*(Articles L. 411-1 et suivants du code de l'environnement)*

La préservation du patrimoine biologique a pour objectif de restaurer et maintenir l'état de conservation des espèces les plus menacées. Pour cela, le Code de l'environnement prévoit une protection des espèces de faune et de flore sauvages, dont les listes sont fixées par arrêté ministériel.

#### **Article L411-1 du code de l'environnement :**

*« Lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou que les nécessités de la préservation du patrimoine biologique justifient la conservation d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées, sont interdits :*

*1° La destruction ou l'enlèvement des œufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat ;*

2° La destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de végétaux de ces espèces, de leurs fructifications ou de toute autre forme prise par ces espèces au cours de leur cycle biologique, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur mise en vente, leur vente ou leur achat, la détention de spécimens prélevés dans le milieu naturel ;

3° La destruction, l'altération ou la dégradation du milieu particulier à ces espèces animales ou végétales ;

4° La destruction des sites contenant des fossiles permettant d'étudier l'histoire du monde vivant ainsi que les premières activités humaines et la destruction ou l'enlèvement des fossiles présents sur ces sites. »

**Attention :** exceptionnellement, l'autorité administrative peut reconnaître un droit de dérogation à ces interdictions. Ces dérogations ne sont délivrées qu'« à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle » (article L. 411-2 du Code de l'environnement).

### Impact sur les forêts :

Le non-respect de ces règles fait l'objet de sanctions pénales, prévues à l'article L. 415-3 du Code de l'environnement : six mois d'emprisonnement et 9 000 euros d'amende.

Ainsi, en fonction de l'espèce présente sur le site, la coupe de bois peut-être interdite (totalement ou partiellement) ou repoussée à une date ultérieure (en dehors de la période de nidification par exemple).

## PROTECTION PAR LE BIAIS DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

### ⇒ Les DTA et DTADD

*Articles L 102-4 et suivants du Code de l'urbanisme - CU*

Depuis la loi Grenelle II, les **DTA ont été remplacées par la DTADD** (Directives Territoriales d'Aménagement et de Développement Durable).

«Des directives territoriales d'aménagement et de développement durables peuvent déterminer les objectifs et orientations de l'Etat en matière d'urbanisme, de logement, de transports et de déplacements, de développement des communications électroniques, de développement économique et culturel, d'espaces publics, de commerce, **de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers**, des sites et des paysages, de cohérence des continuités écologiques, d'amélioration des performances énergétiques et de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans des territoires présentant des enjeux nationaux dans un ou plusieurs de ces domaines ». (Article L102-4 CU)

Elle est élaborée par et à l'initiative de l'Etat, en association avec la Région, le Département, les métropoles, les communautés urbaines, les communautés d'agglomération, les communautés de communes compétentes en matière de SCOT, et les communes non membres d'une de ces communautés qui sont situées dans le périmètre du projet. La phase de l'enquête publique, à laquelle était soumise l'élaboration des DTA, est supprimée.

Le projet de DTADD est ensuite soumis à évaluation environnementale, avant d'être approuvé par décret en Conseil d'Etat.

**Attention :** Contrairement aux DTA, les DTADD ne précisent pas les modalités d'application des lois montagne et littoral.

De plus, elles ne sont pas directement opposables aux documents d'urbanisme : les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la DTADD doivent être qualifiées par le préfet, dans un délai de 12 ans, de Projet d'intérêt général (PIG) afin qu'elles puissent s'imposer aux SCOT et PLU.

### Impact sur les forêts :

Les DTA (toujours valables si approuvées ou en cours d'élaboration avant la publication de la loi Grenelle II) et les DTADD qualifiées de PIG peuvent imposer aux documents d'urbanisme de rang inférieur des mesures de protection de certains espaces, **dont les espaces forestiers.**

⇒ **Les directives de protection et de mise en valeur des paysages**  
*(Articles L. 350-1 et R. 350-4 du Code de l'environnement)*

**L'Etat peut prendre des directives de protection et de mise en valeur des paysages** « sur des territoires remarquables par leur intérêt paysager, définis en concertation avec les collectivités territoriales concernées et lorsque lesdits territoires ne sont pas l'objet de directives territoriales d'aménagement »

« Ces dernières directives déterminent les orientations et les principes fondamentaux de protection des structures paysagères qui sont applicables à ces territoires. **Elles sont élaborées à l'initiative de l'Etat ou de collectivités territoriales. Elles font l'objet d'une concertation** avec l'ensemble des collectivités territoriales intéressées **et avec les associations de protection de l'environnement agréées** au titre de l'article L. 141-1 et les organisations professionnelles concernées. Elles sont approuvées par décret en Conseil d'Etat après mise à disposition du public » (article L. 350-1).

Les orientations et principes fondamentaux de protection et de mise en valeur de ces directives doivent être respectés, dans un rapport de compatibilité, par les documents d'urbanisme.

Les dispositions de la directive sont par ailleurs opposables aux demandes d'autorisation de défrichement, d'occupation et d'utilisation du sol en l'absence de document d'urbanisme opposable aux tiers (PLU, cartes communales) ou en présence d'un document d'urbanisme incompatible avec la directive.

## Impact sur les forêts :

### **Article R. 350-4 du Code de l'environnement :**

« Les orientations et les principes fondamentaux de protection et de mise en valeur énoncés par la directive peuvent porter notamment, en fonction de la localisation des espaces et des éléments de paysage concernés, sur : 1° Les conditions de la réalisation de certaines catégories de travaux ou d'aménagements tels que les installations classées ;

2° L'implantation, l'aspect extérieur, le volume ou la hauteur des constructions ;

3° La mise en œuvre des dispositions applicables en matière de camping, caravanage, clôtures, démolitions, **défrichements, coupes et abattages**, ainsi qu'en matière de publicité, d'enseignes et préenseignes ».

Les directives de protection et de mise en valeur des paysages peuvent donc imposer aux documents d'urbanisme de rang inférieur des mesures de protection de certains espaces, **dont les espaces forestiers.**

### ⇒ **Les Espaces Boisés Classés (EBC)**

*(Articles L113-1 et suivants du Code de l'urbanisme)*

Le classement en espaces boisés peut intervenir :

1. Soit dans le cadre d'un plan local d'urbanisme (PLU). Le classement en espaces boisés devient alors opposable aux tiers.
2. Soit, pour les communes non dotées d'un PLU ou d'un POS opposable et dans les départements ayant opté pour la perception de la taxe départementale des espaces naturels sensibles, par arrêté du président du conseil général.

1/ « Les plans locaux d'urbanisme (PLU) peuvent classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenants ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies, des plantations d'alignements. » (Article L113-1 CU)

**« Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.**

*Nonobstant toutes dispositions contraires, il entraîne le rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement. » (Article L113-2 CU)*

Dans les communes concernées par la loi Littoral, le PLU doit classer en EBC les parcs et ensembles boisés les plus significatifs de la commune.

2/ Pour les communes non dotées d'un PLU ou d'un POS, un arrêté est pris sur proposition du conseil général, après avis des assemblées délibérantes des communes ou de l'établissement de coopération intercommunale intéressés et de la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites.

Au vu des avis recueillis, le préfet fixe par arrêté les mesures de protection.

### Impact sur les forêts :

1/ Si le PLU est prescrit (en cours d'élaboration) : toutes les coupes et abattages sont soumis à la déclaration préalable, sauf application du régime forestier ou application d'un plus simple de gestion agréé ou si les coupes sont autorisées par arrêté préfectoral (après avis du Centre national de la propriété forestière).

2/ Si le PLU est rendu public ou est approuvé les coupes et abattages dans les EBC sont soumises à déclaration préalable, sauf :

- Lorsque le propriétaire procède à l'enlèvement des arbres dangereux, des chablis et des bois morts ;
- Lorsque les bois et forêts sont soumis au régime forestier ;
- Lorsque le propriétaire a fait agréer un plan simple de gestion ;
- Lorsque les coupes entrent dans le cadre d'une autorisation définies par arrêté préfectoral ;
- Lorsque les coupes font l'objet d'une autorisation. La délivrance de l'autorisation de coupe ou d'abattage d'arbres est de la compétence du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale lorsqu'il existe un plan local d'urbanisme (ou un POS) approuvé, du préfet dans les autres cas

Par ailleurs, le classement en EBC entraîne l'interdiction tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation ou la création des boisements.

### **Les associations de protection de l'environnement peuvent influencer la création ou le maintien d'un EBC en participant à l'élaboration du PLU :**

- au cours de la concertation publique obligatoire (art. L 103-2 du CU)
- en demandant à être consultée (art. 132-12 du CU)
- en participant à l'enquête publique (art. 153-19 du CU)

#### **⇒ Le Règlement du Plan Local d'Urbanisme (PLU)**

*(Articles L. 151-20 et suivants du Code de l'urbanisme)*

**Article L151-41 CU :** « *Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués : (...) 3° Des emplacements réservés aux espaces verts à créer ou à modifier ou aux espaces nécessaires aux continuités écologiques.* »



Les emplacements réservés sont des servitudes dont la vocation est de geler une emprise, un terrain ou une partie d'un terrain, délimitée par un PLU, en vue d'une affectation prédéterminée. Ces emplacements sont destinés à recevoir des voies et ouvrages publics, des installations d'intérêt général, ou encore des espaces verts existants ou à créer.

**Article L151-20 CU :** « Dans les secteurs bâtis des zones urbaines issus d'une opération d'aménagement d'ensemble d'un domaine boisé, antérieure au XXe siècle, et ayant conservé leur caractère remarquable de parc, le règlement peut comporter des dispositions réglementant la surface de plancher des constructions en fonction de la taille des terrains si la préservation de la qualité des boisements et espaces verts le justifie

**Article L151-23 CU :** « Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, ces prescriptions sont celles prévues aux articles L. 113-2 (EBC) et L. 421-4. Il peut localiser, dans les zones urbaines, les terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent. »

### Impact sur les forêts :

Le Règlement du PLU fonde de la délivrance des autorisations d'occupation du sol : il fixe les règles générales et les servitudes d'utilisation et d'occupation des sols applicables sur le territoire communal.

Le règlement et les documents graphiques qui l'accompagnent sont opposables aux demandes de permis de construire.

## PROTECTION PAR LE REGIME FORESTIER

### ⇒ **La réglementation sur le défrichement** (Articles L. 341 et suivants du Code forestier nouveau)

Est un défrichement toute opération volontaire entraînant directement ou indirectement la destruction de l'état boisé d'un terrain et mettant fin à sa destination forestière : il y a changement d'affectation du sol.

L'article L341-2 du Code forestier nouveau liste un certain nombre d'opérations ne pouvant pas être qualifiées de défrichement.

La réglementation relative au défrichement est prévue à l'article L341-3 du Code forestier nouveau :  
**« Nul ne peut user du droit de défricher ses bois et forêts sans avoir préalablement obtenu une autorisation. (...) L'autorisation est expresse lorsque le défrichement :**

*1° Est soumis à enquête publique réalisée conformément aux dispositions du chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement ;*

*2° A pour objet de permettre l'exploitation d'une carrière autorisée en application du titre Ier du livre V du même code. »*

**Exception : pour les opérations qui sont entreprises en application d'une servitude d'utilité publique.** Une servitude d'utilité publique, ce sont des charges, des obligations qui sont imposées par l'administration publique à un propriétaire. Ces servitudes sont annexées au PLU qui est consultable sur demande en mairie.

**La demande d'autorisation doit être effectuée auprès de la DDT(M)** (Direction Départementale des Territoires (et de la Mer)) du département du lieu du projet de défrichement.

**L'autorisation peut être refusée si la conservation des bois et des forêts est reconnue nécessaire à une ou plusieurs des fonctions énoncées par l'article L.341-5 du code forestier nouveau, c'est-à-dire :**

- Au maintien des terres sur les montagnes et sur les pentes
- A la défense du sol contre les érosions et envahissements des fleuves, rivières ou torrents
- A l'existence des sources, cours d'eau et zones humides, et plus généralement à la qualité des eaux
- A la protection des dunes et des côtes contre les érosions de la mer et les envahissements de sable
- A la défense nationale
- A la salubrité publique
- A la valorisation des investissements publics consentis pour l'amélioration en quantité ou en qualité de la ressource forestière, lorsque les bois ont bénéficié d'aides publiques à la constitution ou à l'amélioration des peuplements forestiers
- A l'équilibre biologique d'une région ou d'un territoire présentant un intérêt remarquable et motivé du point de vue de la préservation des espèces animales ou végétales et de l'écosystème ou au bien-être de la population
- A la protection des personnes et des biens et de l'ensemble forestier dans le ressort duquel ils sont situés contre les risques naturels, notamment les incendies et les avalanches.

A titre d'exemple, une autorisation de défrichement a été refusée car elle concernait l'implantation d'une éolienne dans une zone à risque élevée d'incendie et le projet était de nature à limiter et à gêner l'intervention des moyens aériens de lutte contre l'incendie.<sup>2</sup>

<sup>2</sup><http://jurisprudence.prim.net/recherche/affiche.php?page=1&num=1529&t1=&mc1=&o1=&d1=&texte1=&plc1=&rech=1&id=MSBBTkQgTm9EZWMgPSAnMDINQTAwOTU0Jw==>

Il existe cependant **certaines opérations pour lesquels il n'est pas nécessaire d'avoir une autorisation**. Ces exceptions sont présentes à l'article L.342-1 du code forestier nouveau :

- Des bois et forêts de superficie inférieure à un seuil compris entre 0,5 et 4 hectares
- Des parcs ou jardins clos attenants à une habitation principale, lorsque l'étendue clos est inférieure à 10 hectares
- Dans des zones où la reconstitution des boisements après coupe rase est interdite ou réglementée
- Dans les zones où la reconstitution de boisement a pour but une mise en valeur agricole et pastorale de bois situé dans une zone agricole

Dans les jeunes bois de moins de trente ans, sauf s'ils ont été conservés à titre de réserves boisées ou plantés à titre compensatoire ou bien exécutés dans le cadre de la restauration de terrains en montagne ou de la protection des dunes

**L'autorisation de défrichement peut être assorti de mesures compensatoires**, définies au cas par cas : boisement, création de haie, création de ripisylve, etc. (article L. 341-6 du code forestier).

**Les sanctions au non-respect de la réglementation sont définies aux articles L. 363-1 à 5 du Code Forestier.**

#### ⇒ **Réserves Biologiques (Réserves Biologiques Domaniales / Forestières)**

Le statut de réserve biologique est un outil de protections propres aux forêts, visant à protéger les espaces naturels parmi les plus remarquables, rares ou vulnérables des forêts publiques.

Peuvent bénéficier de ce statut les forêts relevant du régime forestier et gérées à ce titre par l'Office national des forêts :

- Les réserves biologiques domaniales, du domaine forestier de l'Etat
- Les réserves biologiques forestières, autres forêts relevant du régime forestier (mentionnées à l'article L. 141-1 du Code forestier), principalement forêts de collectivités (forêts communales, départementales, régionales...).

**L'initiative du classement en réserve biologique appartient à l'ONF ou au propriétaire de la forêt dans le cas d'une réserve biologique forestière. Ces projets peuvent avoir pour origine des sollicitations des associations environnementales et des milieux naturalistes.**

L'ONF élabore le dossier de création, qui est soumis à l'avis de la DREAL et de la Direction régionale de l'agriculture et de la forêt. La création de la réserve biologique intervient par arrêté ministériel, qui établit des réglementations spécifiques à chaque réserve biologique. **Cet arrêté est opposable aux tiers.**

**Une réserve biologique est créée pour une durée illimitée.**

Il existe deux types de réserves biologiques :

- **les réserves biologiques dirigées (RBD)**, où les activités humaines – notamment sylvicoles – sont restreintes ou interdites en fonction de leur compatibilité avec les objectifs de gestion de la réserve.
- **les réserves biologiques intégrales (RBI)**, où **les exploitations forestières et les travaux sont exclus.**

Une zone tampon périphérique peut être instituée, sur des espaces relevant toujours du régime forestier, dans laquelle des règles spécifiques de gestion sont établies en fonction des objectifs propres à chaque réserve.

⇒ **Le classement des massifs en Forêts de protection**  
(Articles L141-1 et suiv. du Code forestier Nouveau)

**Article L141-1 du Code forestier nouveau :** « *Peuvent être classés comme forêts de protection, pour cause d'utilité publique, après enquête publique :*  
1° Les bois et forêts dont la conservation est reconnue nécessaire au maintien des terres sur les montagnes et sur les pentes, à la défense contre les avalanches, les érosions et les envahissements des eaux et des sables ;  
2° Les bois et forêts situés à la périphérie des grandes agglomérations ;  
3° Les bois et forêts situés dans les zones où leur maintien s'impose soit pour des raisons écologiques, soit pour le bien-être de la population.

*Le classement comme forêt de protection interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation ou la protection des boisements. »*

**Article L141-2 :** « *Le classement comme forêt de protection interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation ou la protection des boisements.* »

## PROTECTION PREVUE PAR LE CODE RURAL ET DE LA PÊCHE MARITIME

⇒ **Dispositions concernant la protection des boisements**

**Le préfet peut prononcer la protection de boisements linéaires, haies et plantations d'alignement existants ou à créer** (article L126-3 du code rural et de la pêche maritime) :

- **Soit** lorsque ces boisements ont été identifiés par la Commission communale d'aménagement foncier comme des **éléments présentant un intérêt pour les continuités écologiques et les paysages ;**
- **Soit lorsque le propriétaire en fait la demande.**

Ces boisements linéaires, haies et plantations d'alignement doivent répondre à certaines conditions (essences, superficie minimale) énumérées à l'article R.126-36 du code rural, qui permettent de les identifier. S'ils répondent à ces caractéristiques, **ils sont alors annexés à l'arrêté préfectoral qui prononce leur protection**. Ces boisements seront alors identifiés par un plan ainsi qu'un descriptif de leur situation dans les parcelles cadastrales. **Leur destruction est soumise à l'autorisation préalable du préfet donnée suite à l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier.**

**Article L126-5 :** « *La détermination des zones de réglementation des boisements prévues à l'article L. 126-1 du présent code et les périmètres des communes comprises dans les zones où cette réglementation est appliquée sont **soumis à une enquête publique** réalisée dans les conditions prévues au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement et selon des modalités définies par décret en Conseil d'Etat. »*

**Article L126-4 :** « *Le fait de détruire sans autorisation des boisements, haies et plantations d'alignement mentionnés à l'article L. 126-3 **est puni d'une amende de 3750 euros.*** »

## PROTECTION PAR LE BIAIS DE LA POLITIQUE DE L'EAU

Dans chaque bassin ou groupement de bassins, un schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) fixe les orientations fondamentales de la gestion et de la protection des ressources en eau et des milieux aquatiques.

Ce schéma directeur peut être complété dans chaque sous-bassin par un schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE). Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux est soumis à enquête publique et opposable aux tiers de même qu'il doit être compatible ou rendu compatible avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux après chaque mise à jour de celui-ci dans un délai de trois ans.

Le SCOT (et le PLU en l'absence de SCOT) doivent être compatibles (ou rendus compatibles dans un délai de 3 ans) avec le SDAGE et le SAGE (articles L. 122-1 et L. 123-1 du Code de l'urbanisme).

Il est important, afin de garantir une meilleure protection des forêts alluviales et de la ripisylve, que les dispositions des SDAGE et SAGE sur ce sujet aient une portée juridique affirmée.

### III – QUE FAIRE EN CAS D'ATTEINTE ?

Dans le cas où vous prenez connaissance, d'une scène de destruction d'un boisement protégé :

⇒ **Récoltez des preuves de l'atteinte**

La récolte de preuves, lorsqu'est constatée une atteinte environnementale, est primordiale. En effet, la preuve va démontrer, établir, **prouver la réalité** d'une situation de fait ou de droit.

Il est donc important de **prendre des photos** de l'atteinte constatée (coupe, défrichement, etc.). N'hésitez pas à prendre de multiples photos sous des angles différents, et à des plans larges et rapprochés afin de pouvoir situer la coupe dans son environnement immédiat et d'avoir une idée de l'échelle. Si possible, placez un journal daté du jour du constat dans un coin de la photo afin d'appuyer la preuve de la date du cliché.

Il faut enfin **vérifier si une autorisation de défrichement est affichée sur le terrain**. L'absence d'affichage de l'autorisation d'un défrichement peut laisser penser que celui-ci n'est pas autorisé.

**Attention :** veillez à respecter le droit de propriété. Vous ne pouvez pénétrer sur un terrain privé sans autorisation de son propriétaire. A défaut d'autorisation veillez à prendre les photos depuis les routes et chemins publics.

⇒ **Vérifier l'existence d'une autorisation**

Avant toute signalisation d'une infraction, il convient de se renseigner afin de **savoir si les formalités administratives ont été respectées**. Certaines coupes et défrichements sont en effet autorisés et réalisés dans le respect de la loi.

Afin de vérifier l'existence d'une autorisation, contactez les autorités compétentes, c'est-à-dire **la mairie ou la préfecture selon les cas**.

Si l'espace sur lequel ont été effectués les travaux fait l'objet d'une protection en tant qu'EBC ou élément du paysage, **un avis de dépôt de la déclaration de coupe est affiché en mairie** dans les 15 jours du dépôt et la décision de non opposition à déclaration l'est également, dans les 8 jours de la délivrance.

Dans le cas d'une protection au titre du code rural, demandez à la préfecture si une autorisation a été délivrée.

S'il s'agit d'une forêt privée de plus de 25 hectares, un plan simple de gestion a dû être déposé auprès de l'ONF. Ce plan régit les coupes et abattages directement. Le pôle forêt de la DDTM pourra vous renseigner sur l'existence d'un plan simple de gestion sur le site concerné par la coupe.

⇒ **Prévenir les autorités compétentes**

Vous pouvez vous tourner vers le **maire** de la commune en question, qui peut intervenir au titre de son **pouvoir de police**. En vertu de l'article L.2212-1 du Code général des collectivités territoriales, le maire doit veiller, à travers ses pouvoirs de police, à assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique dans sa commune. En tant que garant de la police de l'urbanisme sur son territoire, il est le premier et principal échelon de cette lutte. Il va pouvoir faire dresser un **procès verbal** par ses agents de police municipale (article L. 480 – 1 du code de l'urbanisme).

Si le maire ne réagit pas face à l'atteinte, le **préfet**, en vertu de l'article L.2215-1 du code général des collectivités territoriales, dispose **d'un pouvoir de substitution**, et peut, par arrêté motivé, se substituer au maire pour l'exercice des pouvoirs de police.

En cas d'inertie du maire ou du préfet dans la mise en œuvre de leurs pouvoirs de police, **il peut être utile de rappeler dans des courriers** qu'ils ont obligation de réagir et qu'ils engagent leur responsabilité en ne faisant pas usage de ces pouvoirs. Il existe ainsi un **recours en responsabilité administrative pour faute**, mais il doit cependant être très réfléchi et utilisé à bon escient.

Vous pouvez également vous tourner vers les **agents de l'Etat type ONF ou DDTM** ou encore vers des gardes champêtres ou des agents de police municipale, qui en vertu de l'article L.161-4 du code forestier nouveau, sont compétents pour **constater des infractions forestières**.

⇒ **Le référé conservatoire : un moyen de faire suspendre les travaux**

Avant ou après destruction, il est possible de déposer un référé conservatoire ou de remise en état (article 809 alinéa 1 et article 849 du Nouveau Code de Procédure Civile). Ici le juge des référés est requis pour « *prescrire les mesures conservatoires ou de remise en état qui s'imposent, soit pour prévenir un dommage imminent soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite* ». Le juge devra, dans le cadre du référé conservatoire, caractériser le **dommage imminent** ou le **trouble manifestement illicite**. Ce recours doit être déposé devant le juge civil dans les cas où les travaux litigieux sont faits **en l'absence de toute autorisation**.

⇒ **Une suite possible : le dépôt de plainte pour faire condamner l'infraction**

**La dernière étape possible est le dépôt de plainte**. Toute personne victime d'une infraction peut porter plainte. La plainte permet de demander des sanctions pénales (prison, amende...) contre l'auteur des faits. Le plaignant dispose de délais au-delà desquels il ne peut plus porter plainte. On parle de délais de prescription. Sauf situation particulière, ces délais sont les suivants : 1 an pour les contraventions, 3 ans pour les délits, 10 ans pour les crimes. Ces délais commencent en principe à partir du jour de la commission de l'infraction. La plainte est à adresser au procureur de la république. Retrouvez un modèle de dépôt de plainte sur nos sites internet : [www.fnepaca.fr](http://www.fnepaca.fr) ou [www.fne13.fr](http://www.fne13.fr)

## QUESTIONS/RÉPONSES

⇒ ***Peut-on mettre en place des arrêtés de protection de biotope en milieu marin ?***

Oui. Les milieux naturels peu exploités par l'homme et abritant des espèces faunistiques non domestiques et/ou floristiques non cultivées sont protégées au titre des articles **L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement**. Ainsi, la protection de biotopes est instituée par un **arrêté préfectoral**, ou, par un **arrêté du ministre des pêches maritimes si les mesures portent sur le domaine public maritime**.

⇒ ***En urbanisme, la procédure de classement d'un emplacement réservé implique t-il la modification d'un PLU ?***

L'inscription d'un emplacement réservé **intervient durant la phase d'élaboration** ou de **révision** du plan local d'urbanisme au cours de laquelle sont délimitées les différentes zones. Seule une révision du PLU peut donc permettre l'inscription d'un nouvel emplacement réservé au PLU.

⇒ ***Les plantations d'alignements sont-elles toujours protégées ?***

Le préfet peut prononcer **la protection de boisements linéaires**, haies et plantations d'alignement, existants ou à créer (article L.126-3 du code rural) :

- soit lorsque des emprises foncières ont été identifiées pour l'exécution de travaux de nettoyage, remise en état, création et reconstitution d'éléments **présentant un intérêt pour les continuités écologiques et les paysages tels que les haies, plantations d'alignement, talus, fossés et berges**
- soit lorsque le propriétaire en fait la demande.

Leur **destruction est soumise à l'autorisation préalable du préfet**, donnée après avis de la commission départementale d'aménagement foncier. De plus, le fait de détruire sans autorisation des boisements, haies et plantations d'alignement est puni d'une amende de 3750 euros.

Par ailleurs, les sénateurs ont adopté le 22 janvier 2016 un amendement écologiste au projet de loi sur la biodiversité **qui renforce la protection des allées et alignements d'arbres**, reconnus comme patrimoine culturel, source d'aménités et enjeu de préservation de la biodiversité. Le texte voté prévoit d'interdire l'abattage ou la modification radicale de l'aspect des arbres d'une allée ou d'un alignement sauf s'ils présentent un danger pour la sécurité des personnes, des biens et des autres arbres, ou que « *l'esthétique de la composition ne peut plus être assurée et que la préservation de la biodiversité peut être assurée par d'autres mesures* ».



⇒ **Le classement EBC implique-t-il une modification ou une révision du PLU ?**

La création d'un EBC peut être faite à l'occasion d'une **création** d'un PLU, de sa **révision ou de sa modification**.

Pour rappel, la réduction ou la suppression d'un EBC ne peut être faite que dans le cadre de la procédure lourde de révision ou de révision simplifiée du document d'urbanisme ou de sa mise en compatibilité avec un projet.

⇒ **Que signifie la notion de « protection des jardins remarquables » ?**

Le label « jardin remarquable » témoigne de la qualité de certains jardins et des efforts faits pour leur présentation et l'accueil du public. Il peut être accordé à des jardins protégés ou non au titre des monuments historiques.

Mis en place en 2004, ce label d'État est accordé pour une durée de 5 ans aux parcs et jardins ouverts au public qui présentent un grand intérêt sur le plan de l'histoire, de l'esthétique ou encore de la botanique. Cet intérêt doit se doubler d'un entretien exemplaire, respectueux de l'environnement, ainsi que d'un accueil attentif du visiteur.

Les jardins remarquables ne sont ainsi qu'un label qui n'implique pas de contraintes juridiques particulières.

⇒ **Existe-il une protection particulière concernant les arbres trentenaires ?**

Le code civil prévoit une protection pour les arbres trentenaires, notamment en cas de conflit de voisinage. **L'article 672 du code civil** prévoit que le voisin peut exiger que les arbres, arbrisseaux et arbustes, plantés à une distance moindre que la distance légale, soient arrachés ou réduits, à moins qu'il n'y ait titre, destination du père de famille ou **prescription trentenaire**.

⇒ **Les personnes publiques associées au PLU doivent-elles rendre un avis ? Et à quel moment ?**

Lorsque le conseil municipal arrête le projet du plan local d'urbanisme, **l'article L.123-6** du code de l'urbanisme dispose que ce projet est soumis pour **avis** aux personnes publiques associées à son élaboration. Ces personnes publiques associées donnent un avis dans les limites de leurs compétences propres, **au plus tard trois mois après transmission du projet de plan** ; à défaut, ces avis sont réputés favorables.

⇒ **L'arrêté de mise en demeure des préfets vis-à-vis d'une carence du maire concernant ses pouvoirs de police est-il communicable ?**

Selon **l'article 2 de la loi de 1978**, les pouvoirs et administrations publics sont tenus de **communiquer les documents administratifs** qu'ils détiennent même s'ils n'en sont pas propriétaires ou auteurs. Plusieurs documents administratifs ne sont pas communicables, comme les documents en cours d'élaboration, les documents préparatoires à une décision administrative, ceux faisant l'objet d'une

diffusion publique, ou pouvant porter préjudice à une personne, et les documents non consultables dans l'intérêt public, ou dans l'intérêt de tiers.

Nous n'avons pas réellement d'informations concernant les arrêtés de mise en demeure des maires suite une carence de l'utilisation de leur pouvoir de police. Il vous suffit donc de demander aux pouvoirs publics la communication du document, soit par écrit, ou par voie orale. Il faut cependant que le document existe réellement et que vous puissiez le désigner.

⇒ ***La loi ALUR donne-t-elle la faculté de régulariser la procédure de PLU ?***

Dans la lignée des dernières réformes intervenues très récemment en matière d'urbanisme, la loi ALUR tend à renforcer la pérennité juridique des PLU et des PLUi.

Un **nouvel article L. 600-9** a été créé dans le code de l'urbanisme offrant au juge administratif la possibilité de **surseoir à statuer** pour permettre à l'autorité compétente de régulariser son document s'il estime que le vice allégué peut être régularisé.

Cela offre une plus **grande sécurité juridique** et **limite les conséquences de l'annulation** d'un PLU entaché de vices de formes ou de procédures uniquement survenus après que le débat sur les orientations du plan d'aménagement et de développement durable (PADD), qui peuvent être régularisables.